

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 MAI 1901.

Proposition de loi sur les pensions des ouvriers occupés aux travaux du fond.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

En Belgique, 85,000 ouvriers environ travaillent au fond des mines.

Leur situation se distingue de celle des autres ouvriers, et par l'imprévoyance de la plupart d'entre eux, et par les dangers inhérents à leur profession, et enfin par l'âge relativement jeune auquel ils deviennent incapables de tout travail. Aussi, à l'encontre des autres industries, celle des mines s'est-elle vue de tout temps soumise au régime de l'assurance obligatoire, tout au moins pour les accidents. Une raison d'ordre juridique concourait, d'ailleurs, à militer dans le même sens que les particularités que je viens de rappeler, c'est que l'industrie minière tient son champ d'exploitation d'une concession de l'État.

Quelles que soient les répugnances de quelques-uns pour l'assurance obligatoire en général, l'hésitation cesse ici, et tout le monde est d'accord pour maintenir le régime de l'obligation et même pour le développer.

La première question qui doit attirer l'attention est celle de savoir, au moins d'assez près, à quels sacrifices financiers pourrait engager, en cette matière, l'obligation légale? Pour répondre, il faut procéder par moyennes. Prenons 55 ans pour l'âge qui correspond le mieux à celui où commence généralement l'invalidité. Sans doute, l'invalidité se produit souvent avant 55 ans; mais souvent aussi l'ouvrier mineur continue à travailler plus longtemps. Nous verrons, du reste, dans un instant quel est l'âge jusqu'ici adopté dans le pratique.

Prenons le chiffre de 360 francs par an pour le taux de la pension annuelle; ce chiffre est de beaucoup supérieur à ce qui a été accordé jusqu'ici.

Quant au nombre total des ouvriers occupés aux travaux du fond, nous

savons qu'il est de 83,000, dont le salaire annuel par tête dépasse notablement 1,000 francs ; soit pour l'ensemble 100 millions.

Ces données admises, il s'agit de déterminer le nombre approximatif des pensionnaires.

En Belgique, sur 100 habitants, 33 n'ont pas 15 ans, 54 ont de 15 à 55 ans, 23 plus de 55 ans. Mais ces proportions, si on veut les appliquer à la profession des mineurs, se modifient considérablement. Les 23 p. c. descendent à un chiffre beaucoup plus bas, parce que la vie moyenne est moins longue pour les ouvriers industriels, et en particulier pour les ouvriers mineurs, que pour les ouvriers agricoles. Il faut en outre faire la part d'une double erreur de calcul : les 83,000 ouvriers actuellement au travail comprennent, en effet, nombres d'hommes, ayant dépassé l'âge de 55 ans, dont la pension est retardée par le fait qu'ils continuent à gagner leur salaire. Établir le nombre probable des pensionnaires en prenant le chiffre qui comprend ces ouvriers-là, c'est augmenter le nombre d'où ces ouvriers-là doivent, au contraire, être soustraits.

Le rapport de 54 habitants de 15 à 55 ans, et de 23 de plus de 55 ans, nous donnerait pour l'ensemble de la population une proportion de quatre de la première catégorie pour un de la seconde ; mais à raison des diverses causes qui modifient ici les calculs, il faut s'arrêter à la proportion de huit pour un, comme étant, suivant toute probabilité, celle qui se rapproche le plus de la réalité.

Pour ceci, du reste, nous aurons également à établir des rapprochements avec la pratique actuelle.

S'il faut compter un ouvrier pensionné pour huit qui travaillent, nous aurons 10,623 invalides, auxquels il y aurait 3,823,000 francs de pensions à servir ; cela fait 3,823 pour cent des salaires, à supposer, comme nous l'avons fait, que ceux-ci s'élèvent à cent millions. Veut-on se montrer plus défiant, pousser au noir tout ce que nous venons de dire, réduire à 1,000 francs le salaire annuel, et à six seulement le nombre d'ouvriers au travail pour un qui est devenu incapable, il faudra, en face de chaque salaire de 1,000 francs, établir le sixième d'une pension de 360 francs ou 60 francs, c'est-à-dire 6 p. c. Veut-on pousser plus loin la prudence et graduer le taux des pensions suivant l'âge et le degré d'invalidité, il y aura là encore un moyen de parer aux mécomptes, et ce procédé sera très conforme à la justice.

Les relevés des Caisses de prévoyance confirment assez bien ces diverses appréciations.

La Caisse de prévoyance de Liège, au 1^{er} janvier 1900, ne comptait que 1,428 pensionnaires de 60 ans et moins, contre 1,411 plus âgés. En 1897, elle en comptait 1,357 de la première catégorie, contre 1,470 de la seconde. Dans le courant de l'année 1899, elle a, à la vérité, admis à la pension 277 ouvriers de 60 ans et au-dessous contre 104 qui dépassaient la soixantaine, mais elle s'est montrée alors très large, ayant à tenir compte de quelques omissions antérieures. Pour 31,294 ouvriers, tant du fond que de la surface, la Caisse de prévoyance de Liège n'a que 2,839 pensionnaires, à

raison de leur invalidité. S'il fallait en compter un pour huit comme nous l'avons fait, le nombre de pensionnaires serait de 3,953, et un pour six donnerait 5,416 au lieu de 2,839. On peut donc être assuré que tous les éléments de notre calcul dépassent notablement la réalité. A ses 2,839 pensionnaires la Caisse paie 473,330 francs, soit en moyenne par tête 166 fr. 73 de pension.

La Caisse de prévoyance du Centre, pour 18,323 ouvriers affiliés, ne sert de pension qu'à 1,722, y compris les veuves de vieux ouvriers ; ce n'est pas 10 p. c. Il est vrai qu'elle n'admet comme pensionnaires que les ouvriers incapables âgés d'au moins 55 ans et qui ont 30 ans au moins de service, ou, quelque soit leur âge, s'ils ont 38 ans de service. A 60 ans seulement sont admis à la pension ceux qui ont une durée de service de 55 ans, qu'ils soient capables ou non d'un certain travail. La pension est de 15 ou 20 francs par mois suivant qu'ils rentrent dans la première ou la deuxième de ces deux catégories.

A Charleroi, il n'y a que 3.6 pour cent du chiffre total des ouvriers qui soient pensionnés. La pension n'est accordée qu'à l'âge de 60 ans; 1,550 ouvriers sur 42,031 en jouissaient en 1899 et recevaient par an une centaine de francs.

A Mons, 1,443 ouvriers sur 27,773 reçoivent des pensions d'invalides, s'élevant en moyenne à 143 francs par tête. Il y a à Mons 5.2 de pensionnés pour cent ouvriers.

A Namur, il n'y a que 2,923 ouvriers affiliés et quatre ou cinq pensions, il serait dangereux d'établir des moyennes sur des données aussi faibles, et quant au Luxembourg, il n'a qu'une vingtaine de pensions à servir.

Pour 1897, l'ensemble des six caisses de prévoyances de notre pays donne les résultats suivants pour les 120,855 ouvriers qui s'y trouvent affiliés, et auxquels un salaire moyen de 1,006 fr. 77 avait été payé :

6,870 pensionnés, soit 5.68 p. c.

140 francs de pension annuelle par titre en moyenne.

Sauf à Liège et au Centre, les admissions ne se font guère qu'à partir de l'âge de 60 ans.

Pour toutes ces caisses l'accroissement des charges est plus rapide que l'augmentation de l'avoir ; cette progression inquiétante s'observe tous les ans, sans interruption.

A Liège revient l'honneur d'avoir marché le plus généreusement dans la voie des améliorations ; les chiffres, du reste, en disent assez ; sa Caisse de prévoyance admet à la pension plus de 9 p. c. des ouvriers, tandis que la moyenne en général ne s'élève qu'à 5.68 ; le taux moyen de ses pensions est de plus de 163 francs au lieu de 140.

Il est juste de noter ici qu'outre la caisse commune, chaque charbonnage possède une caisse particulière de secours qui vient augmenter les allocations relatées ci-dessus ; mais ce qui reste établi, c'est qu'en prenant comme contingent des pensionnés 12 1/2 p. c. des ouvriers occupés aux travaux des mines, et en fixant à 55 ans l'âge moyen auquel l'ouvrier ne produit plus qu'un demi travail, on est aussi exact que possible. On verra du reste que dans le système du projet de loi, ces aperçus se réduisent au rôle

de prévisions dont la hardiesse, fût-elle téméraire, n'influe en rien sur les règles qu'il s'agit de formuler.

Les chiffres auxquels on aboutit ne sont dès lors plus pour effrayer. même es plus timides.

L'organisation de l'institution présente-t-elle plus de difficultés ? Oh ! que non, puisque l'organisation existe déjà et fonctionne sous nos yeux, à cela près que ses opérations, obligatoires pour les accidents, sont restées facultatives pour l'invalidité et la vieillesse.

La seule difficulté se rencontre dans l'incertitude qui caractérise l'industrie minière. et c'est pour cela qu'il importe de formuler des règles d'une allure particulière. Rien de plus aléatoire que les prévisions d'une exploitation souterraine. rien de plus variable que ses bénéfices. rien de plus inconnu que sa durée. Non seulement les éléments du calcul n'ont rien de stable, mais, ce qui est plus grave. il faut faire compte d'une certaine période de temps pendant laquelle il y aura encore de vieux mineurs à pourvoir et où les mines seront épuisées.

De là s'impose un premier devoir, qui est de créer deux caisses distinctes, l'une pour les accidents, l'autre pour la vieillesse et l'invalidité. Les caisses de prévoyance actuelles continueraient la mission qu'elles remplissent ; mais ses administrateurs, auxquels seraient adjoints en nombre égal des ouvriers de la mine désignés par leur compagnons, dresseraient périodiquement la liste des ouvriers atteints par l'âge ou par l'invalidité.

L'organisme actuel contient toutes les ramifications voulues pour cette détermination. Il ne reste vraiment qu'à alimenter, à côté de la caisse déjà existante et qui dorénavant limiterait ses fonctions à la réparation des accidents, une autre caisse destinée exclusivement aux pensions.

Dès que l'on prend pour base la répartition et non la capitalisation, le problème se trouve étrangement simplifié. Des objections sérieuses ont été faites à ce système : il encourage la paresse, l'imprévoyance, le vice ; en introduisant l'abus de la solidarité, il énerve le ressort individuel. On ne peut nier, en effet, qu'il puisse théoriquement en être ainsi ; mais dans quelle mesure ? Là est la question. De fait, s'imagine-t-on que l'ouvrier diminuera ses efforts de tous les jours et souscrira à la réduction de son salaire, par cette seule raison qu'une part de ce salaire profite à la collectivité ? Pour les ouvriers mineurs, il ne s'agit d'ailleurs que de collectivités restreintes, dont les membres sont déjà liés par une étroite communauté de risques, d'intérêts et l'on peut dire de caractères professionnels.

Des six caisses de prévoyance actuellement existantes, l'on pourrait, sans dommage, ne prendre que celles de Liège, du Centre, de Charleroi et de Mons ; les deux autres n'intéressent qu'un nombre très restreint d'ouvriers et encore la plupart de ces ouvriers sont-ils étrangers aux mines de houille. Celles que nous voudrions voir dorénavant régies par une législation plus précise, groupent autour d'elles des ouvriers qui demandent instamment la pension de vieillesse ; ils la demandent sans éprouver pour le régime de l'obligation et de la mutualité les répugnances qui se manifestent parfois ailleurs. L'insouciance, et l'inaptitude qui en résulte pour l'épargne de tous

les jours, ont positivement développé cette disposition, et les obstacles à la pension libre et individuelle sont devenus ainsi des encouragements aux pensions obligatoires et mutuelles. L'existence déjà ancienne des Caisses de prévoyance y a, d'ailleurs, contribué. Ces institutions ont familiarisé les ouvriers avec l'idée des caisses communes et consolidé les liens professionnels qui donnent une physionomie particulière à chacun des groupes de Liège, du Centre, de Charleroi et de Mons.

Du côté des patrons, les dispositions semblent également excellentes ; ils ont déjà maintes fois augmenté leurs versements et cherché à accroître la part que les caisses de prévoyance, telles qu'elles sont actuellement organisées, font librement aux pensions de vieillesse. La question des secours par accidents va être réglée par une loi ; c'est le moment de résoudre, pour les ouvriers mineurs, celle de la pension de retraite.

A Liège, les patrons versent déjà 2 p. c. des salaires ; ils ne pourront se plaindre d'avoir, en outre, à retenir l'équivalent de ce versement sur le salaire de leurs ouvriers pour l'allouer à la caisse des pensions, lorsqu'ils verront l'État doubler cette allocation. L'État aurait de ce chef, d'après les calculs produits ci-dessus, une somme annuelle de 1,500,000 à 2 millions à verser. Qu'il s'en prenne à l'alcool, en le monopolisant, ou que, renonçant à la régie des chemins de fer, il en afferme l'exploitation, il se procurera aisément par l'un ou par l'autre de ces systèmes une somme considérable de millions. Si opposés à première vue que ces systèmes paraissent l'un à l'autre, je voudrais que l'État les adoptât en même temps tous les deux ; mais déjà l'un d'eux suffirait amplement à ce que l'on demande.

Je tiens à déclarer que les articles 8, 9, 10 de la présente proposition de loi reproduisent textuellement les articles 10, 13, 14 du projet déposé par MM. De Fuisseaux, Cavrot, Maroille, Wettinck, Cacluwacrt et Smeets, qui, certes, ne pourront trouver mauvais que je sois d'accord avec eux sur ces points.

CH. DE PONTIÈRE.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Les Caisses de prévoyance des ouvriers mineurs établies à Liège, Mons, Charleroi, dans le Centre, à Namur, dans la province de Luxembourg recevront, indépendamment des ressources prévues à leurs statuts, six pour cent du salaire que les exploitants affiliés paient aux mineurs pour travail du fond. Ces six pour cent seront formés de deux pour cent de retenues sur le salaire, de l'équivalent ajouté par le patron et de l'équivalent ajouté par l'État.

ART. 2.

Les patrons versent tous les mois, à la date que fixera la Caisse de prévoyance, quatre des six pour cent ci-dessus. L'État fera son versement un mois après.

ART. 3.

Les fonds ainsi recueillis seront immédiatement répartis par les administrateurs actuels, auxquels se joindra un nombre égal d'ouvriers. Tous les mineurs ayant au moins quinze ans consécutifs de travail au fond y participeront jusqu'à concurrence de trente francs au plus par tête, s'ils justifient d'une invalidité qui réduit pour le moins de moitié leur aptitude à tout travail.

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

De Voorzorgskassen voor mijnwerkers die haren zetel hebben te Luik, Bergen, Charleroi, in 't Centrum, te Namen, in de provincie Luxemburg, ontvangen, benevens de hulpmiddelen bij hare statuten voorzien, zes ten honderd op het loon dat de aangesloten mijnontginnings voor arbeid binnen in de mijn betalen. Deze zes ten honderd worden gevonden door middel van twee ten honderd afhouding op het loon, eene gelijke waarde door den patroon en eene gelijke waarde door den Staat er bijgevoegd.

ART. 2.

Elke maand, op den datum door de Voorzorgskas te bepalen, storten de patroons vier van de zes hoogergenoemde percenten. Eene maand nadien doet de Staat zijne storting.

ART. 3.

De aldus ingezamelde fondsen worden onmiddellijk verdeeld door de tegenwoordige beheerders, waarbij zich een even groot getal werklieden aansluit. Daaraan wordt tot een bedrag van ten hoogste dertig frank per hoofd deelgenomen door alle mijnwerkers die ten minste gedurende vijftien achtereenvolgende jaren binnen in de mijn hebben gearbeid, zoo zij het bewijs inbrengen van eene invaliditeit die hunne geschiktheid voor allen arbeid ten minste voor de helft vermindert.

ART. 4.

Un fonds de réserve se composera : 1^o de l'excédent produit, (après répartition de trente francs), par les versements faits suivant l'article 2; 2^o des libéralités qui seraient faites à la caisse des pensions.

ART. 5.

Lorsqu'au lieu d'un excédent, il y aura déficit, il sera puisé dans le fonds de réserve, mais seulement à concurrence de la moitié du déficit. La répartition n'en sera donc pas moins réduite, mais de la moitié seulement de ce qu'elle eut souffert sans ce prélèvement.

ART. 6.

Lorsque le déficit aura été constaté, les répartiteurs pourront établir des catégories suivant l'âge et suivant le degré d'invalidité. Un invalide ne sera classé dans une catégorie inférieure qu'à la majorité des deux tiers des répartiteurs présents.

ART. 7.

Tout ce qui n'est pas prévu par la présente loi est soumis aux lois, arrêtés et règlements qui régissent chacune des Caisses de prévoyance actuelles

ART. 8.

Tout ouvrier qui aura subi une interruption de travail, par suite de maladies ou blessures contractées au cours du travail, verra compter comme jours ou années de travail le temps d'incapacité résultant de ces maladies ou blessures.

ART. 4.

Een reservefonds zal worden samengesteld :

1^o door middel van het overschot -- na verdeling van dertig frank -- op de stortingen volgens artikel 2 gedaan; 2^o door middel van de giften aan de pensioenkas geschonken.

ART. 5.

Is er een tekort in stede van een overschot, dan wordt er geput uit het reservefonds, doch enkel tot een bedrag van de helft van het tekort. De verdeling zal desniettemin worden verminderd, doch enkel met de helft van wat ze zonder die voorafneming ware geweest.

ART. 6.

Is eenmaal het tekort vastgesteld, dan mogen de verdeelers klassen bepalen volgens den ouderdom en den graad van invaliditeit. Enkel bij meerderheid van de twee derden der aanwezige verdeelers kan een ongeschikte voor den arbeid in eene lagere klasse worden gerangschikt.

ART. 7.

Al wat niet is voorzien bij deze wet, valt onder toepassing van de wetten, besluiten en verordeningen die elke van de bestaande Voorzorgskassen beheeren.

ART. 8.

Elken werkman die, tengevolge van ziekte of verwondingen gedurende den arbeid overkomen, zijn werk moet onderbreken, wordt de duur van onbekwaamheid, uit die ziekte of verwondingen voortspruitende, aangerekend als dagen of jaren van onbekwaamheid.

ART. 9.

Les pensions de retraites établies en vertu de la présente loi sont inaliénables et insaisissables.

ART. 10.

La moitié de la pension est reversée sur la veuve ou sur les orphelins, ceux-ci étant âgés de moins de 16 ans.

ART. 9.

De uit kracht van deze wet ingestelde pensioenen zijn onvervreemdbaar en on-aantastbaar.

ART. 10.

De helft van het pensioen gaat over op het hoofd van de weduwe of van de weezen, zoo deze den leeftijd van 16 jaar niet hebben bereikt.

CH. DE PONTBIÈRE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers

VERGADERING VAN 3 MEI 1901.

Wetsvoorstel tot het verleen van pensioen aan werklieden, die binnen in de mijnen arbeiden.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Nagenoeg 85,000 arbeiders werken in België binnen in de mijnen.

Hun toestand verschilt met dien van andere werklieden, en tengevolge van 't gebrek aan vooruitzicht bij 't meerendeel hunner, en door de aan hun vak verbonden gevaren en, eindelijk, door den betrekkelijk weinig gevorderden leeftijd, waarop zij onbekwaam worden tot alle werk. Ook was, wat niet bij andere nijverheidsvakken voorkomt, de mijnnijverheid te allen tijde verplicht de werklieden te verzekeren, en op zijn minst genomen, tegen ongevallen. Daarenboven pleitte eene reden van rechtskundigen aard in denzelfden zin als de door mij aangehaalde omstandigheden, en wel dat vergunning tot het ontginnen van mijnen door den Staat wordt verleend.

Hoe afkeerig sommigen ook mogen zijn van verplichte verzekering over 't algemeen, hier houdt alle aarzeling op en zijn allen het eens om het stelsel van verplichting te handhaven, ja uit te breiden.

Het eerste punt, waarop de aandacht dient gevestigd, is, ten minste op nabijkomende wijze, te berekenen welke geldelijke uitgaven de wettelijke verplichting in deze zou kunnen vergen. Hierop moet geantwoord worden met middeleijfers. Laat ons, bij voorbeeld, den leeftijd van 55 jaar nemen : hij komt het best overeen met den ouderdom, waarop doorgaans onbekwaamheid tot werken aanvangt. Stellig doet invaliditeit zich vaak vroeger dan op dezen leeftijd voor; maar dikwerf ook ziet de mijnwerker nog niet af van den arbeid na dat levenstijdvak. Overigens zullen we dadelijk hooren welke ouderdomsgrens tot hiertoe in de practijk werd aangenomen.

Laat ons het cijfer van 360 frank aannemen als bedrag van het jaarlijksch pensioen, ofschoon dit cijfer veel hooger is dan wat tot hiertoe werd verleend.

We weten dat 85,000 werklieden binnen in de mijnen arbeiden; hun jaarlijksch loon per hoofd bedraagt merkelyk meer dan 1,000 frank; te zamen dus 100 millioen.

Deze grondslagen aangenomen zijnde, hoeft het nabijkomend cijfer van de pensioengerechtigden bepaald.

In België zijn er, op 100 inwoners. 55 beneden 15 jaar, 54 van 15 tot 55 jaar, 25 van meer dan 55 jaar. Doch toegepast op het mijnwerkersvak, verandert deze verhouding merkelyk. De 25 t. h. dalen tot een veel lager cijfer, omdat nijverheidsarbeiders, inzonderheid mijnwerkers, gemiddeld minder lang leven dan landbouwarbeiders. Ook dient gelet op eene tweevoudige misrekening: trouwens, onder de thans arbeidende 85,000 werklieden telt men er vele van meer dan 55 jaar, die nog geen pensioen trekken, omdat ze hun loon blijven verdienen. Bepaalt men het waarschijnlijk cijfer der pensioengerechtigden volgens datgene waarin bedoelde werklieden zijn begrepen, zoo vergroot het aantal, waarvan die werklieden integendeel moeten afgetrokken worden.

De verhouding van 54 inwoners van 15 tot 55 jaar, en van 25 boven 55 jaar, zou ons voor de gezamenlijke bevolking geven : 4 van de eerste klasse tegen 1 van de tweede; doch uit hoofde van de verschillende oorzaken, die hier de becijfering wijzigen, moet men de verhouding nemen van 8 tegen 1, als naar allen schijn de wezenlijkheid het meest nabijkomend.

Overigens moet ook dit met de bestaande practijk worden vergeleken.

Moet er 1 pensioengenieter op 8 werkenden worden genomen, dan krijgen wij 10,624 tot arbeid onbekwamen, die 3,825,000 frank voor pensioengeld zouden vergen; dat geeft 3,825 ten honderd van het loon, in de veronderstelling, die de onze is, dat het algeheele loon honderd millioen bedrage. Wil men, om minder toegevend te zijn, het jaarlijksch loon tot 1,000 frank verlagen, en het getal werkenden tot slechts zes tegen één die onbekwaam tot den arbeid is geworden, dan moet men tegenover ieder loon van 1,000 frank het zesde stellen van een pensioen van 360 frank, zijnde 60 frank, 't is te zeggen 6 t. h. En wil men de voorzichtigheid nog verder drijven en 't bedrag der pensioenen verhoogen naar leeftijd en graad van arbeidsonbekwaamheid, dan vindt men nogmaals middel tegen misrekening, en zoo handelend zal men ten volle rechtvaardig te werk gaan.

Deze verschillende ramingen worden in ruime mate door de opgaven der Voorzorgsfonds en bevestigd.

Op 1 Januari 1900, telde 't Voorzorgsfonds te Luik slechts 1,428 pensioentrekkenden van 60 jaar en daaronder, tegen 1,411 boven dezen leeftijd. In 1897, waren er 1,557 van de eerste klasse, tegen 1,470 van de tweede. Wel is waar liet, in den loop van 1899, dat Voorzorgsfonds 277 werklieden van 60 jaar en daaronder tot het pensioen toe, tegen 104 van meer dan 60 jaar, doch toen handelde het zeer mildelyk, om vroeger verzuim te vergoeden. Op 51,294 werklieden, zoo binnen in als boven de mijnen gearbeid hebbende, telt het Voorzorgsfonds te Luik slechts 2,839 pensioentrekkenden wegens invaliditeit. Moest men er, zooals wij deden, één op acht tellen, dan zou 't getal pensioengenieters 3,953 bedragen, en zou één op zes, 5,416

geven in stede van 2,839. Dus mag men overtuigd wezen dat al de bestanddeelen van onze uitrekening merkelyk boven de wezenlykheid staan. Het Fonds betaalt aan zijne 2,839 pensioengerechtigden 475,330 frank, of gemiddeld 166 fr. 73 c. pensioen per hoofd.

't Voorzorgsfonds van 't Centrum geeft, op 18,523 aangesloten arbeiders, slechts aan 1,722 pensioen; daaronder zijn de weduwen van gewezen arbeiders begrepen. Dat bedraagt geene 10 t. h. Wel is waar laat het fonds als pensioentrekkenden enkel arbeidsonbevoegden van minstens 55 jaar en na ten minste 30 jaar dienst toe, ofwel, onverschillig hunnen ouderdom, na 38 jaar dienst. Slechts op zestigjarigen leeftijd worden zij die 55 jaar dienst hebben en al of niet tot zeker werk in staat zijn, tot het pensioen toegelaten. Dit pensioen bedraagt 15 of 20 frank per maand, naar gelang zij tot de eerste of tweede van beide klassen behooren.

Te Charleroi wordt slechts door 3,6 ten honderd van het algeheele cijfer der werklieden pensioen genoten. Eerst op zestigjarigen leeftijd wordt het toegestaan; 1,530 werklieden op 42,031 trokken het in 1899 en kregen jaarlijks een honderdtal frank.

Pensioen wegens invaliditeit — gemiddeld 143 frank per hoofd — wordt te Bergen betaald aan 1,443 werklieden op 27,773 werklieden. Te Bergen zijn er 5.2 ten honderd pensioengenietende arbeiders.

Namen telt slechts 2,923 aangesloten werklieden en vier of vijf pensioenen; op zulke zwakke verhouding een middeleijfer steunen, ware gevaarlijk, en in Luxemburg worden slechts een twintigtal pensioenen betaald.

In 1897 geven de zes voorzorgsfondszen onzes lands de volgende uitslagen voor 120,833 aangesloten werklieden, aan welke een gemiddeld loon van 1,006 fr. 77 c. betaald werd:

6,870 pensioentrekkenden, dus 5.68 t. h.

Gemiddeld 140 frank jaarlijksch pensioen per hoofd.

Behalve te Luik en in 't Centrum, wordt slechts op zestigjarigen leeftijd pensioen verleend.

De lasten van al die voorzorgsfondszen nemen sneller toe dan de middelen; ieder jaar wordt die onrustbarende toeneming onafgebroken waargenomen.

Luik mag op de eer bogen in meest milden zin verbetering te hebben aangebracht; dat blijkt, overigens, ten overvloede uit de cijfers; het Luiker Voorzorgsfonds laat ruim 9 t. h. arbeiders tot het pensioen toe, terwijl de doorsnede in den regel niet meer dan 5.68 belooft; het gemiddeld bedrag van 't pensioen is meer dan 163 frank, in stede van 140.

Billijk is het hier te doen uitschijnen, dat, behalve 't gemeen fonds, iedere kolennijn haar bijzonder onderstandsfonds bezit, dat bovenvermelde pensioenen verhoogt; doch onomstootelyk blijft het, dat zoo 12 1/2 t. h. van in mijnen werkende personen als pensioengenietenden worden beschouwd, en de leeftijd, waarop de arbeider nog slechts half werk voortbrengt, op gemiddeld 55 jaar wordt bepaald, de berekening zoo juist mogelijk is. Overigens moet blijken dat, naar het stelsel van het ontwerp van wet, deze schatting een louter vermoeden is; zelfs al ware dit vermetel, kan het van hogenaamd geenen invloed wezen op de in te voeren regelen.

Derhalve kunnen de verkregen cijfers niet eens meer de meest vreesachtigen afschrikken.

Levert het tot stand brengen van dergelijke instelling meer bezwaren op? In geenen deele, vermits de instelling reeds bestaat en onder onze oogen werkt, behalve dat hare verrichtingen, verplichtend voor ongevallen, het niet zijn voor invaliditeit en gevorderden ouderdom.

Het eenig bezwaar ligt in het onzekere dat de mijnijverheid kenmerkt. en juist daarom hoeven er bijzondere regelen gesteld. Niets kan meer wisselvallig wezen dan 't schatten van de winst eener ondergrondse nijverheid, want niets is zoo veranderlijk, niets is zoo onbekend als haar duur. Niet alleen zijn de gronden tot becijfering onvast. doch, erger nog, er dient rekening gehouden met zeker tijdvak, dat oude mijnwerkers nog moeten verzorgd worden nadat de mijnen zijn uitgeput.

Als eerste plicht vloeit daaruit voort, dat er twee onderscheidene fondsen tot stand moeten komen : een voor ongevallen, het andere voor gevorderden ouderdom en invaliditeit. De bestaande voorzorgsfondsen zouden de thans door hen vervulde zending voortzetten ; doch hunne beheerders, — waaraan zou worden toegevoegd een even groot getal door hunne arbeidsgenooten aangeduide mijnwerkers, — zouden op gezette tijden de lijst van door ouderdom of invaliditeit onbekwame arbeiders opmaken.

Om dat te bepalen, bevat de bestaande inrichting alle noodige vertakkingen. Naast het bestaande fonds. dat zich voortaan slechts zou inlaten met vergoeding wegens ongevallen, dienst nog enkel een ander, uitsluitend pensioen verleenend fonds gestijfd

Neemt men verdeling, niet kapitaalvestiging tot grondslag. dan wordt het vraagstuk nitermate eenvoudig. Tegen dat stelsel werden ernstige bezwaren ingebracht : het bevordert luiheid. zorgeloosheid, ondeugd ; 't misbruik van onderlinge aansprakelijkheid verlamt persoonlijke werkracht. 't Valt voorwaar niet te loochenen, dat het als stelregel waar kan zijn, doch in welke mate? Dat is de vraag. Want kan men zich feitelijk inbeelden dat de werkman zich dagelijks minder zou inspannen en berusten in verlaging van zijn loon, om de enkele reden dat een gedeelte van dat loon de gezamenlijke werkers ten goede komt? Onder de mijnwerkers heeft men overigens niets dan beperkte collectiviteiten. welker leden reeds verbonden zijn door nauwe gemeenschap van gevaar, van belangen en, 't mag worden gezegd, den aard zelf van hun beroep.

Onder de zes bestaande voorzorgsfondsen kunnen zonder bezwaar die te Luik, in het Centrum, te Charleroi en te Bergen worden behouden. De twee andere gelden slechts voor een uiterst beperkt getal werklieden, waarvan de werken daarenboven met kolenmijnen niets gemeens hebben. Diegene voor welke wij eene meer bepaalde wetgeving verlangen, vereenigen rondom zich arbeiders. die dringend ouderdomspensioen vragen, en zij doen het zonder den soms elders betoonde afkeer voor verplichting en onderlinge werking. Deze gemoedsstemming won veld ten gevolge van de zorgeloosheid, die ongeschikt maakt tot dagelijksche bezuiniging, en de hinderpalen, opgerezen tegen vrij en persoonlijk pensioen, zijn aldus aan-

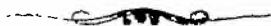
moediging geworden tot verplicht en onderling pensioen. Ook het veeljarig bestaan van de voorzorgsfondsen droeg daartoe bij. Deze inrichtingen deden het denkbeeld van gemeene fondsen bij de werklieden ingang vinden en baalden de beroepsbanden, die iedere groep van Luik, het Centrum, Charleroi en Bergen een bijzonder aanzien geven, nauwer toe.

Ook de werkgevers schijnen uitmuntend gezind; reeds menigmaal verhoogden zij hunne storting, aldus het aandeel verhoogend dat de voorzorgsfondsen, ingericht zooals ze thans zijn, in volle vrijheid aan ouderdomspensioenen besteden. Het vraagstuk van onderstand bij ongevallen zal weldra door eene wet worden geregeld; dat is 't geschikte oogenblik om het pensioen voor mijnwerkers te bepalen.

Reeds nu storten de patroons, te Luik, 2 t. h. van 't loon; zij behoeven er niet over te klagen, zoo ze daarenboven een gelijk bedrag moeten afhouden op het loon van hunne werklieden, tot bijdrage in het pensioenfonds, wanneer ze beviuden dat de Staat eene dubbele bijdrage stort. Naar hooger vermelde cijfers, zou de Staat uit dien hoofde jaarlijks van 1,500,000 tot 2 millioen frank moeten storten. Hij zoekte ze door alcohol tot monopolie te maken of in verpachting van de spoorwegen: een van beide stelsels bezorgt allicht een aanzienlijk aantal millioenen. Hoe met elkaar strijdend beide stelsels ook mogen schijnen, toch wenschte ik dat de Staat ze beide tegelijk aanname, schoon een van de twee het door mij gevraagde ruim zou opbrengen.

Ik stel er prijs op te verklaren dat artikelen 8, 9 en 10 van dit voorstel letterlijk artikelen 10, 13, 14 van het door de heeren De Fuisseaux, Cavrot, Maroille, Caeluwaert en Smeets overgelegd ontwerp weergeven. Voorzeker kunnen ze mij niet kwalijk nemen het daarover met hen eens te zijn.

CH. DE PONTIÈRE.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Les Caisses de prévoyance des ouvriers mineurs établies à Liège, Mons Charleroi, dans le Centre, à Namur, dans la province de Luxembourg recevront, indépendamment des ressources prévues à leurs statuts, six pour cent du salaire que les exploitants affiliés paient aux mineurs pour travail du fond. Ces six pour cent seront formés de deux pour cent de retenues sur le salaire, de l'équivalent ajouté par le patron et de l'équivalent ajouté par l'État.

ART. 2.

Les patrons versent tous les mois, à la date que fixera la Caisse de prévoyance, quatre des six pour cent ci-dessus. L'État fera son versement un mois après.

ART. 3.

Les fonds ainsi recueillis seront immédiatement répartis par les administrateurs actuels, auxquels se joindra un nombre égal d'ouvriers. Tous les mineurs ayant au moins quinze ans consécutifs de travail au fond y participeront jusqu'à concurrence de trente francs au plus par tête, s'ils justifient d'une invalidité qui réduit pour le moins de moitié leur aptitude à tout travail.

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

De Voorzorgskassen voor mijnwerkers die haren zetel hebben te Luik, Bergen, Charleroi, in 't Centrum, te Namen, in de provincie Luxemburg, ontvangen, benevens de hulpmiddelen bij hare statuten voorzien, zes ten honderd op het loon dat de aangesloten mijnontginners voor arbeid binnen in de mijn betalen. Deze zes ten honderd worden gevonden door middel van twee ten honderd afhouding op het loon, eene gelijke waarde door den patroon en eene gelijke waarde door den Staat er bijgevoegd.

ART. 2.

Elke maand, op den datum door de Voorzorgskas te bepalen, storten de patroons vier van de zes hoogergenoemde percenten. Eene maand nadien doet de Staat zijne storting.

ART. 3.

De aldus ingezamelde fondsen worden onmiddellijk verdeeld door de tegenwoordige beheerders, waarbij zich een even groot getal werklieden aansluit. Daaraan wordt tot een bedrag van ten hoogste dertig frank per hoofd deelgenomen door alle mijnwerkers die ten minste gedurende vijftien achtereenvolgende jaren binnen in de mijn hebben gearbeid, zoo zij het bewijs inbrengen van eene invaliditeit die hunne geschiktheid voor allen arbeid ten minste voor de helft vermindert.

ART. 4.

Un fonds de réserve se composera :
1° de l'excédent produit, (après répartition de trente francs), par les versements faits suivant l'article 2; 2° des libéralités qui seraient faites à la caisse des pensions.

ART. 5.

Lorsqu'au lieu d'un excédent, il y aura déficit, il sera puisé dans le fonds de réserve, mais seulement à concurrence de la moitié du déficit. La répartition n'en sera donc pas moins réduite, mais de la moitié seulement de ce qu'elle eut souffert sans ce prélèvement.

ART. 6.

Lorsque le déficit aura été constaté, les répartiteurs pourront établir des catégories suivant l'âge et suivant le degré d'invalidité. Un invalide ne sera classé dans une catégorie inférieure qu'à la majorité des deux tiers des répartiteurs présents.

ART. 7.

Tout ce qui n'est pas prévu par la présente loi est soumis aux lois, arrêtés et règlements qui régissent chacune des Caisses de prévoyance actuelles

ART. 8.

Tout ouvrier qui aura subi une interruption de travail, par suite de maladies ou blessures contractées au cours du travail, verra compter comme jours ou années de travail le temps d'incapacité résultant de ces maladies ou blessures.

ART. 4.

Een reservefonds zal worden samengesteld :

1° door middel van het overschot — na verdeling van dertig frank — op de stortingen volgens artikel 2 gedaan; 2° door middel van de giften aan de pensioenkas geschonken.

ART. 5.

Is er een tekort in stede van een overschot, dan wordt er geput uit het reservefonds, doch enkel tot een bedrag van de helft van het tekort. De verdeling zal desniettemin worden verminderd, doch enkel met de helft van wat ze zonder die voorafneming ware geweest.

ART. 6.

Is eenmaal het tekort vastgesteld, dan mogen de verdeelers klassen bepalen volgens den ouderdom en den graad van invaliditeit. Enkel bij meerderheid van de twee derden der aanwezige verdeelers kan een ongeschikte voor den arbeid in eene lagere klasse worden gerangschikt.

ART. 7.

Al wat niet is voorzien bij deze wet, valt onder toepassing van de wetten, besluiten en verordeningen die elke van de bestaande Voorzorgskassen beheeren.

ART. 8.

Elken werkman die, tengevolge van ziekte of verwondingen gedurende den arbeid overkomen, zijn werk moet onderbreken, wordt de duur van onbekwaamheid, uit die ziekte of verwondingen voortvloeiende, aangerekend als dagen of jaren van onbekwaamheid.

ART. 9.

Les pensions de retraites établies en vertu de la présente loi sont inaliénables et insaisissables.

ART. 10.

La moitié de la pension est reversée sur la veuve ou sur les orphelins, ceux-ci étant âgés de moins de 16 ans.

ART. 9.

De uit kracht van deze wet ingestelde pensioenen zijn onvervreemdbaar en on-aantastbaar.

ART. 10.

De helft van het pensioen gaat over op het hoofd van de weduwe of van de weezen, zoo deze den leeftijd van 16 jaar niet hebben bereikt.

CH. DE PONTIÈRE.

